

FIGURE DE PENSÉE

Gérard Bergeron.

L'indépendance qui ne s'est pas faite

Le nom ne nous est pas encore inconnu. Sa mort récente nous a rappelé qu'il était estimé des siens qui le considéraient comme un égal de Léon Dion et de Fernand Dumont[1]. Pourtant, Gérard Bergeron n'a pas sa place dans la mémoire collective. Il est peu évoqué parmi les grandes figures de notre histoire récente. Il est bien rare que son nom s'échappe de son œuvre savante pour se poser comme référence dans un essai politique. Lui qui s'est toujours gardé de l'embrigadement demeure solitaire dans la mort.

C'est pourtant sa pensée politique québécoise que nous nous proposons de retracer, dans le cadre central et ambigu d'un questionnement contemporain de la Révolution tranquille et des années qui la suivent. Bergeron fut certes un spécialiste en sciences sociales reconnu outre frontières. Sa thèse, *Fonctionnement de l'État*[2], publiée en 1965 et préfacée par son maître Raymond Aron, fut poursuivie de nombreux travaux pour comprendre la dynamique de l'État moderne. Quant à ses écrits sur la Guerre froide, nombreux, ils rendent compte d'une aspiration constante à théoriser les relations internationales. En ce qui concerne ses derniers travaux en histoire des idées politiques, même s'ils prolongent indirectement sa pensée politique, ils n'en demeurent pas moins animés par une autre intention que celle de son œuvre québécoise.

Bergeron incarnait une tradition d'engagement civique où l'intellectuel n'était pas d'abord un expert, mais bien un homme qui parlait aux siens en citoyen soucieux d'élever les termes du débat politique. Lorsqu'on nomme ces figures québécoises, on a le triste sentiment de parler d'un temps révolu. Gérard Bergeron, Léon Dion, Michel Brunet, Fernand Dumont : tous étaient des universitaires qui assumaient pourtant un rôle dépassant leur spécialisation académique. Bergeron était spécialiste des relations internationales, Brunet de l'histoire américaine et Dumont de la philosophie de la culture. Pourtant, chacun a su consacrer une part de son œuvre à la prise en charge de notre condition collective, à la méditation sur l'avenir d'une culture, d'une nation. C'est d'ailleurs à travers cette portion chaque fois singulière de leur engagement civique et critique qu'il nous est possible de retracer une pensée politique québécoise et de questionner l'intentionnalité qui la traverse.

Spectateur engagé de l'autre côté de l'action, pour reprendre le titre de ses entretiens avec Jean Blouin[3], Gérard Bergeron s'est gardé de l'embrigadement, croyant que l'histoire, portée par les "branchés", s'éclaire par ceux qui le sont moins. René Lévesque le conviant un jour à prendre un camp dans le débat sur l'avenir politique du Québec, il profita de cette occasion pour définir l'éthique intellectuelle qui commandait son engagement. "L'histoire se propulse par l'affrontement des

branchés[4]”, disait-il, tout en précisant qu’“ ajouter un partisan de plus ne compense pas la perte d’un analyste non partisan[5]”. Cela ne l’empêcha pas, à l’occasion de certains commentaires, de choisir son camp, entre la souveraineté-association et le fédéralisme réformé, cherchant la forme d’une nouvelle association entre les peuples du Canada, sans jamais se résoudre à renier la “ chose historique Canada ”, pour laquelle il gardait une certaine affection.

Cette posture de l’ambiguïté, on la retrouvait déjà dans *Le Canada français après deux siècles de patience*. Affirmant qu’il était possible d’écrire deux livres sur le Québec, l’un plaidant pour l’indépendance, l’autre la refusant, il se proposait d’en écrire un d’un troisième type, dont les préoccupations seraient en amont des deux premiers. C’est dans cet espace incertain entre la neutralité et le militantisme que Bergeron a posé son engagement civique, hors des partis tout en gardant un œil sur eux, en dialogue avec les hommes publics sans en être le scribe. Cet engagement sans la carte de membre, il croyait devoir se le réserver, voyant bien qu’une telle position, pour être valable, ne peut être le fait que de quelques-uns.

D’abord Isocrate, pseudonyme de ses premiers articles politiques dans *Le Devoir*[6], où il mena la critique du régime duplessiste, Bergeron a déployé la pleine mesure de sa capacité d’analyse politique lorsque le Québec s’est clairement engagé dans la “ grande explication politique ” qui l’attendait depuis un bon moment, pour enfin régler la question nationale. À partir du journalisme politique, il a pris le relais d’une tradition qui n’était pas encore épuisée, celle des grands interprètes de notre condition collective. Bergeron est un continuateur indirect de Garneau, de Parent, de Laurendeau, mais aussi de Groulx et de Minville, par sa capacité à s’inscrire dans une tradition tout en se l’appropriant originalement. D’ailleurs, au terme de sa carrière, par ses travaux en histoire des idées politiques, il entreprendra la relecture des deux premiers[7], ce qui nous indique finalement dans laquelle de nos traditions on devait l’inscrire, tout en brouillant encore les cartes, en concluant le tout par un essai sur Mercier et la tradition nationaliste dans notre histoire politique[8].

La pensée politique de Bergeron est contemporaine de la montée du mouvement souverainiste. L’indépendance fut le grand objet de ses écrits, lui qui entrevoyait derrière l’événement la trame d’une histoire qui cherchait à se dénouer. C’est dans l’horizon d’un référendum qui permettrait enfin de poser la question de l’indépendance politique qu’il a tenté de comprendre les années lyriques du nationalisme souverainiste. Le Québec d’alors était certain de se diriger vers quelque chose, dont on peinait à définir l’aspect institutionnel, mais qui tanguait entre différentes formules associatives visant à réconcilier l’autonomie recherchée du peuple québécois et le maintien de sa participation à “ l’expérience historique canadienne ”. De la naissance du mouvement indépendantiste jusqu’à sa défaite avec le beau risque, il est demeuré un observateur attentif, sympathique et critique, revenant sans cesse sur lui pour en déchiffrer la signification.

S’il est possible de condenser l’intention intellectuelle de Bergeron pendant les cruciales années 1970-1985, nous proposons cette formule : *Voyage au terme d’une indépendance impossible... Voyage au terme d’une possibilité collective, d’une impossibilité politique*. À l’impossible, nul n’est tenu, disait Bergeron pour excuser l’échec des indépendantistes à faire du Québec un pays qui en soit vraiment un. “ Avec le PQ au pouvoir, nous n’aurons donc fait qu’un voyage exploratoire aux confins d’une histoire possible, mais non impérieuse[9] ”. Sans le référendum qui parachevait une certaine aventure, la Révolution tranquille, l’éveil québécois aurait été incomplet, désorienté par le report, encore une fois, de la grande explication collective.

La Révolution tranquille ne pouvait pas ne pas poser la question nationale et la question nationale ne pouvait pas ne pas poser celle de l’indépendance, forme politique achevée d’un peuple étant à lui-même sa propre référence. “ D’un point de vue historique, l’étonnant n’est pas que cette question de l’indépendance se pose enfin, c’est qu’elle se soit posée si tard ”. Bergeron complétait immédiatement : “ on peut la considérer comme l’envers d’un problème mal résolu au dix-neuvième

siècle et qu'on ne peut plus éluder en cette fin du vingtième[10]”. L'aspiration à l'indépendance politique, à la pleine existence collective, participe à la définition même de la question nationale. L'indépendance est “ logique et désirable[11] ”. “ S'il n'y avait pas d'autre préalable à l'indépendance que la volonté d'y accéder, un tel destin se présenterait comme presque fatal un jour ou l'autre[12] ”. Bergeron consentait à reconnaître aux indépendantistes une interprétation de l'histoire québécoise dont l'aboutissement politique était le plus conséquent. Il ouvrait d'ailleurs *Le Canada français après deux siècles de patience* avec ces vers de Jacques Brault : “ nous attendons depuis trois siècles / pêle-mêle / la revanche de l'Histoire / la fée de l'Occident / la fonte des glaciers[13] ”.

Pourtant, la souveraineté, selon Bergeron, était improbable, les déterminants objectifs de notre inscription continentale jouant contre nous. Comme Guy Laforest l'a remarqué, l'espace était la variable fondamentale à partir de laquelle le politologue Bergeron pensait le politique. Si les souverainistes ont su répondre assez justement, selon Bergeron, à la question du “ pourquoi l'indépendance? ”, ils sont demeurés bien muets à la question du “ comment? ”. Aux marches de l'empire, le peuple québécois ne pouvait défier les limites propres à son voisinage. L'indépendance aurait été possible, mais à quel prix?, se demandait-il. Bergeron ne jouait pas au prophète apocalyptique, reconnaissant qu'une telle aventure pouvait aussi bien réussir qu'échouer. Mais un peuple comme le nôtre ne pourrait se permettre la possibilité d'un tel échec. Si les Québécois d'aujourd'hui peuvent l'indépendance sans la vouloir, en d'autres temps, peut-on croire en lisant Bergeron, ils la voulaient sans vraiment la pouvoir. La question se posera un jour : que s'est-il passé au Québec pour que la si profonde aspiration à la libération collective échoue et déchoie? Pourquoi avons-nous échoué à cette indépendance qui était pourtant la conséquence qu'on croyait enfin prête à se déployer pleinement?

Dans le titre d'un de ses ouvrages, Bergeron a su rendre compte de l'hésitation fondamentale des Québécois à s'engager dans l'indépendance qui était, selon sa belle expression, “ le but le plus naturel qui soit ” pour le peuple québécois. *L'indépendance, oui mais...* Comme si l'hésitation devant le pays était précédée d'un consentement implicite à l'aspiration qu'il dévoile. Dans cette formule se glisse malgré son auteur la mémoire de l'oppression nationale contemporaine de la métamorphose de l'identité canadienne-française, autour de 1840. L'hésitation à assumer son destin est constitutif de la conscience historique franco-québécoise, torturée par de vieilles blessures, la plus profonde étant cette hésitation à se résoudre à la pleine existence politique, cette dialectique de la vie et de la mort héritée de la Conquête, pour reprendre les mots de Bouthillette.

Ces contradictions dans la conscience historique franco-québécoise, Bergeron les a mises en scène dans *Notre miroir à deux faces*, où il narre de façon croisée le parcours des deux frères ennemis de la Révolution tranquille, René Lévesque et Pierre Trudeau. Chronique de notre vie politique, mais surtout évocation des petits et grands moments d'une époque qui se terminait. Portraitiste doué, il dressait finalement la galerie de ces hommes qui ont fait l'histoire du Québec et du Canada sans jamais vraiment savoir l'histoire qu'ils faisaient.

De livres en livres, souvent composés d'articles qui étaient de petits essais, Bergeron a voulu décoder les années qui auraient dû aboutir à l'indépendance québécoise. Cette histoire, l'échec de la première vague indépendantiste, Bergeron en a fait une synthèse à la fois ironique et nostalgique dans *À nous autres, aide-mémoire politique par le temps qui court*. Car si Bergeron avait souvent la plume souriante, c'est malgré tout une certaine déception, refoulée aux marges de l'écriture, qui teinte son propos dans ce dernier ouvrage de l'œuvre québécoise. Non seulement l'indépendance a-t-elle échoué, mais ce constat peut être rapporté à l'ensemble du nationalisme québécois. Le fédéralisme ne sera pas réformé. Et ce qui restera de nationalisme s'investira dans *Québec inc.*, triste substitut à ce qui fut d'abord un projet d'affirmation nationale intégrale. Maître essai, *À nous autres* effectue une synthèse des années écoulées depuis le souffle initial de la Révolution tranquille. On peut y voir aussi un des

regards les plus lucides sur ce Québec post-référendaire qui fut d'un coup ramené aux aspects les plus prosaïques de l'existence.

Les souverainistes ont échoué stratégiquement. La doctrine du bon gouvernement, couplée à l'étapisme, ne pouvait conduire l'option qu'à son tombeau. " L'indépendance ne s'obtient pas en prime lorsque le reste va bien[14] ". " Faire primer la conquête d'un pouvoir gouvernemental transitoire dans la permanence des structures d'un même régime, c'est accepter de voir s'éloigner encore la ligne d'horizon de l'indépendance[15] ". On se demande s'il faudrait changer une seule ligne à ces propos écrits en 1985. L'indépendance, disait Bourgault, n'est pas une récompense, mais un effort. Elle n'est pas non plus un simple moyen pour faire autre chose, mais un statut pour être enfin à soi-même sa propre référence. Les souverainistes qui reprendront le combat national devront reconnaître que la dédramatisation de l'option consécutive de la doctrine du bon gouvernement conduit nécessairement à soustraire à l'idée d'indépendance son caractère mobilisateur.

Mais n'y a-t-il pas autre chose dans l'échec de l'indépendance? Analysant la poussée libératrice qui avait traversé la Révolution tranquille, et ce sentiment d'éveil au monde porté par l'appel du pays, Bergeron mettait en garde ceux qui plaquaient un peu trop facilement le schème de la décolonisation sur l'expérience québécoise. " [L]a conscience généralisée du moindre mal est très insidieuse chez un peuple qui, s'étant réveillé, se rend compte qu'il n'est pas si malheureux qu'on s'efforce de le lui faire croire[16] ". Le récit de la décolonisation, " difficilement applicable au problème [québécois] [17] ", n'a pas su nous conduire au pays, certains plaquant sur une expérience bien particulière, la nôtre, une mystique révolutionnariste incapable de saisir politiquement le ressort spécifique de l'aspiration à la pleine existence collective. Ceux qui ont chargé l'indépendance politique d'autre chose qu'elle-même, qui ont accouplé l'affranchissement politique et l'esprit utopique, ont-ils véritablement su rejoindre la conscience historique franco-québécoise dans le vieux désir d'achèvement qui la portait? Cette idée récurrente selon laquelle le pays devait être fait pour autre chose que lui-même, selon laquelle l'indépendance n'était pas une fin en soi — autrement dit : le souverainisme gauchiste qui scandait tout à la fois " socialisme et indépendance " n'a-t-il pas dévié la trajectoire du peuple québécois? L'échec de l'indépendance a tué un projet qui avait jusqu'alors drainé les meilleures énergies nationales. " Le bilan de l'aventure en parut fort net : une idée force s'était épuisée, comme vidée de sa puissance attractive; un grand parti d'opposition, puis de pouvoir, en avait eu les reins cassés et devra sa survie électorale, cinq ans plus tard, au fait principal de n'avoir pas d'éventuel remplaçant[18] ". Cette intuition prémonitoire selon laquelle le Parti québécois n'a dû sa survie, au lendemain de l'échec référendaire, qu'à l'inexistence d'une alternative, n'est-elle pas d'une actualité inquiétante dans un Québec politique qui entre en phase de transition, où deux partis sont en lice pour assurer la représentation politique du courant nationaliste? Ceux qui savent, grâce à Bergeron, que l'indépendance n'est pas inéluctable se souviennent aussi de son rappel : l'indépendance ne s'acquiert que dans une dynamique d'opposition radicale. Elle ne se cueille pas comme un fruit mûr. Elle n'advient qu'au terme d'un combat démocratique, certainement, mais qui n'en demeure pas moins une épreuve de force. Il y a dans ce livre, ironiquement, un *petit aide mémoire* pour ceux qui auront à faire l'indépendance politique. Comme quoi, pour paraphraser Aron, les hommes écrivent leurs livres, mais ne savent pas quelles conclusions on en tirera.

* *

*

Les réflexions actuelles qui prolifèrent sur la Révolution tranquille sont pour la plupart animées par une certaine désillusion. Ce malaise devant un mythe qui ne tient plus, on peine à l'expliquer, les hypothèses se multipliant sans jamais être définitives. S'il est une piste par plusieurs suivie, c'est celle de sa promesse non tenue, mais elle s'embrouille encore, personne n'arrivant à identifier clairement cette promesse dont elle aurait été porteuse. Bergeron, en faisant une lecture politique de la Révolution

tranquille centrée sur la question nationale, en la situant dans la continuité d'une histoire à dénouer, nous éclaire peut-être sur un échec que nous avons tardé à accepter, celui du nationalisme dans tous les projets qu'il a formulés.

Il est des petites et des grandes nations. Nous sommes, Québécois, dans le premier groupe, une fois pour toutes. Bergeron voyait dans la conscience vive de notre précarité la trame fondamentale de notre présence dans l'histoire depuis deux siècles. La question nationale, la permanence du débat quant à notre avenir politique, traduit cette intuition d'un avenir incertain pour la petite nation française d'Amérique. " Il y a un point commun entre ceux qui, au Québec, défendent la thèse du fédéralisme renouvelé et les adversaires qui poursuivent l'option de la souveraineté-association : c'est le sentiment d'une grande précarité, d'une insécurité collective[19] ”.

La continuité dans notre histoire est nationale. C'est dans la reprise de cette conviction que se trouve une possible renaissance de la question québécoise. À l'image de Gérard Bergeron, nous devons poser nos problèmes collectifs dans la continuité d'une histoire que nous avons encore à achever. S'il est une tradition à reprendre, il s'agit bien de ce questionnement particulier sur l'avenir du peuple québécois en Amérique.

Mathieu Bock-Côté*

NOTES

* Mathieu Bock-Côté est étudiant à la maîtrise en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

1. Jacques Gagné, *Un intellectuel de la taille des Dumont et Dion*, Le Soleil, Québec, 6 déc. 2002; Guy Laforest, *Gérard Bergeron, un grand intellectuel du Québec*, Le Devoir, Montréal, 21 août 2002, p. A6.

2. Gérard Bergeron, *Fonctionnement de l'État*, Paris, Armand Colin, 1965.

3. Gérard Bergeron, *De l'autre côté de l'action*, entretiens avec Jean Blouin, Montréal, La nouvelle optique, 1982.

4. Gérard Bergeron, *L'indépendance, oui mais...*, Montréal, éd. Quinze, 1977, p. 69.

5. *Ibid.*, p. 71.

6. Articles réunis pour la plupart in Gérard Bergeron, *Du duplessisme au johnsonisme, 1956-1966*, Montréal, éd. Partis pris, 1967.

7. Gérard Bergeron, *Lire Étienne Parent (1802-1874) : notre premier intellectuel*, Québec, P.U.Q., 1994; et *Lire François Xavier Garneau (1809-1866) : " historien national "*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994.

8. Gérard Bergeron, *Révolutions tranquilles à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, Fides, 1997.

9. Gérard Bergeron, *À nous autres, aide mémoire politique par le temps qui court*, Montréal, Québec-Amérique, 1986, p. 173.

10. Gérard Bergeron, *Ce jour là, le référendum...*, Montréal, éd. Quinze, 1978, p. 55.

11. Gérard Bergeron, *Le Canada français après deux siècles de patience*, Paris, Seuil, 1967, p. 11.

12. G. Bergeron, *Ce jour là, le référendum...*, *op. cit.*, p. 56.

13. G. Bergeron, *Le Canada français après deux siècles de patience*, *op. cit.*, p. 7.
14. G. Bergeron, *À nous autres*, *op. cit.*, p. 84.
15. *Idem.*
16. G. Bergeron, *Le Canada français après deux siècles de patience*, *op. cit.*, p. 266.
17. *Ibid.*, p. 193.
18. G. Bergeron, *À nous autres*, *op. cit.*, p. 62.
19. G. Bergeron, *Ce jour-là, le référendum...*, *op. cit.*, p. 59.